



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation
territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2025-12-29-00010

**portant prescriptions complémentaires à l'arrêté n° 2014-289-0006 du 14 octobre 2014
modifiant les conditions de remise en état du centre de stockage de déchets ménagers
et assimilés exploité par la société SETRAD à Saint-Laurent-Nouan et définissant
le programme de suivi trentenaire après la fin de son exploitation**

Le préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-1430 du 12 mai 2000 autorisant la société SETRAD à exploiter une décharge de déchets ménagers et assimilés à Saint-Laurent-Nouan ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-25-7 du 25 janvier 2007 portant autorisation d'exploiter une plate-forme de production d'amendement organique soumise à déclaration et modification des prescriptions applicables au centre de stockage de déchets exploité par la société SETRAD à Saint-Laurent-Nouan ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-127-1 du 7 mai 2009 prolongeant jusqu'au 30 juin 2009 la durée d'exploitation du centre de stockage de déchets ultimes non dangereux sur la commune de Saint-Laurent-Nouan par la société SETRAD et modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mai 2000 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-289-0006 du 14 octobre 2014 modifiant les conditions de remise en état du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés exploité par la société

SETRAD à Saint-Laurent-Nouan jusqu'au 30 juin 2009 et définissant le programme de suivi trentenaire après la fin d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2018-06-26-004 du 26 juin 2018 instituant des servitudes d'utilité publique au droit de l'ancienne installation de stockage de déchets non-dangereux située au lieu dit « La Motte Pintenas », à Saint-Laurent-Nouan ;

Vu l'accord du propriétaire des terrains pour l'implantation du parc de panneaux photovoltaïques en date du 5 juillet 2025 ;

Vu la demande de la société SETRAD au maire de Saint-Laurent-Nouan sur l'implantation du parc de panneaux photovoltaïques en date du 17 juillet 2025 ;

Vu la réponse du maire de Saint-Laurent-Nouan du 24 juillet 2025 donnant un accord de principe au projet d'implantation du parc de panneaux photovoltaïques ;

Vu la demande de la société SETRAD du 30 octobre 2025 portant sur les modifications de remise en état de l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-Nouan dans le but d'implanter et d'exploiter une installation photovoltaïque ;

Vu le dossier déposé à l'appui de la demande du 30 octobre 2025 ;

Vu le rapport de la direction départementale des territoires du 28 avril 2025 ;

Vu le compte rendu de la réunion du 22 mai 2025 du pôle départemental sur les énergies renouvelables ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 décembre 2025 ;

Considérant que l'implantation d'une installation photovoltaïque sur la couverture des casiers réhabilités ne constitue pas une modification substantielle des conditions de l'autorisation au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la mise en place de l'installation photovoltaïque dans les conditions présentées dans la demande de la société SETRAD du 30 octobre 2025, complétées par les dispositions du présent arrêté, ne sont pas de nature à remettre en cause l'intégrité de la couverture et des équipements des casiers précédemment exploités ;

Considérant l'accord du propriétaire des terrains pour l'implantation du parc de panneaux photovoltaïques en date du 5 juillet 2025 ;

Considérant l'accord de principe du maire de Saint-Laurent-Nouan pour l'implantation du parc de panneaux photovoltaïques ;

Considérant néanmoins que ces modifications des installations et de leurs conditions d'exploitation nécessitent l'édition de prescriptions complémentaires et l'adaptation des prescriptions existantes ;

Considérant que les dispositions prévues dans le dossier joint à la demande et les prescriptions du présent arrêté sont de nature à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SETRAD (exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux) dont le siège social est situé « les Pierrelets » – zones d'activités – 45380 CHAINGY, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation située à Saint-Laurent-Nouan.

Article 2

L'article 20 bis « Implantation d'un parc de panneaux photovoltaïques » est ajouté après l'article 20 de l'arrêté préfectoral n°2014-289-0006 du 14 octobre 2014.

Il est ainsi rédigé :

Article 20 bis : Implantation d'un parc de panneaux photovoltaïques

Article 20 bis-1 : Exploitation

La société SETRAD (exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux) reste l'unique responsable de l'installation de stockage de déchets non dangereux) et des prescriptions qui l'encadre.

L'installation photovoltaïque peut être exploitée par une société tierce, dénommée ci-après l'exploitant de la centrale photovoltaïque, dans le cadre d'un contrat d'exploitation de droit privé, sous réserve de l'obtention d'une autorisation portée par la procédure permis de construire, dans le respect du contenu du dossier déposé.

En aucun cas, l'implantation de l'installation photovoltaïque ne peut faire obstacle à l'application de la législation des installations classées ni aux actions de surveillance et de contrôle de l'inspection des installations classées conformément à l'arrêté préfectoral n°2014-289-0006 du 14 octobre 2014.

La durée et les modalités de gestion de l'installation de stockage de déchets non dangereux, restent définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-289-0006 du 14 octobre 2014.

La durée du suivi post-exploitation pourra s'arrêter à la date définie par cet arrêté préfectoral même si l'exploitation de la centrale photovoltaïque se poursuit au-delà de cette date.

Article 20 bis-2 : Conformité à la demande de modifications

L'installation photovoltaïque est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier du 30 octobre 2025 susvisé présenté par l'exploitant. En tout état de cause, elle respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 20 bis-3 : Dispositions générales

L'exploitant réalise une étude géotechnique qui permet d'apprécier la portance des sols au droit du site. Les conclusions de cette étude sont transmises au préfet pour accord a minima 3 mois avant la construction de l'installation photovoltaïque.

L'intégrité des équipements de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (réseau de biogaz, de collecte des lixiviats, piézomètres) doit être préservée notamment en phase travaux.

La société SETRAD notifie à l'exploitant de l'installation photovoltaïque ainsi qu'aux prestataires intervenant sur le site pour la création de l'installation et lors de son exploitation, les plans permettant une localisation précise de ces équipements ainsi que les périmètres d'éloignement à respecter ou les mesures de prévention, de protection et d'alerte à mettre en œuvre. Il s'assure périodiquement de leur respect. Les plans précités représentent notamment les tracés et les différentes profondeurs des canalisations de collecte des lixiviats et des circuits de collecte du biogaz. Ils sont disponibles en permanence sur le site.

Article 20 bis-4 : Dispositions applicables à l'implantation des panneaux photovoltaïques et équipements associés

Les distances minimales suivantes vis-à-vis des équipements de l'ISDND doivent être respectées :

- recul de 4 m des puits de biogaz
- recul de 3 m des réseaux enterrés ou aériens (biogaz, électricité)
- recul de 2,5 m des puits de lixiviats
- recul de 4 m d'un côté et d'1 m de l'autre des fossés et des voies carrossables
- bande de recul de 2 m voies carrossables et de 3 m des fossés
- recul de 10 m de la torchère et de 2 m des câbles électriques enterrés des équipements connexes à l'ISDND (torchère, traitement des eaux...)

- évitement des cultures de taillis très courte rotation d'acacias présents au sein de la zone d'étude
- un inter rang de 4 m est mis en place sur quelques lignes de panneaux afin de faciliter l'accès aux puits de biogaz pour le personnel travaillant sur le site de l'ISDND.

L'implantation des panneaux et équipements associés doit permettre de réserver des chemins d'accès aux puits de dégazage du biogaz, aux piézomètres et aux puits de collecte des lixiviats ainsi qu'à tout autre équipement de l'installation de stockage. L'accès pour les services de secours doit être maintenu.

L'implantation des panneaux et équipements associés ne doit pas entraver le programme des suivis réglementaires (surveillance des lixiviats, du biogaz, des eaux souterraines...) prescrit par les arrêtés préfectoraux du site. À aucun moment, l'accès aux piézomètres ne doit être gêné par les panneaux.

Les panneaux photovoltaïques sur leurs supports doivent être aisément déplaçables pour permettre les rechargements de la couverture dans les zones présentant des affaissements différentiels ayant un impact sur le ruissellement des eaux superficielles.

Seules les fondations superficielles sans ancrage et sans décaissement sont autorisées pour la fixation au sol des tables de panneaux photovoltaïques. Le type de ces fondations est déterminé en fonction des résultats de l'étude géotechnique précitée.

Les bâtiments destinés à abriter les postes de transformation électrique reposent sur des fondations hors sol.

Un balisage des réseaux enterrés et des ouvrages à protéger (piézomètres, piézairs, vannes biogaz, puits de collecte des lixiviats et du biogaz) est assuré pendant toutes les périodes de travaux.

Article 20 bis-5 : Câbles

Les câbles sont des câbles non propagateurs de flamme.

Les câbles électriques (raccordement entre modules, câblage entre les boîtes de jonction et les postes de transformation, câblages entre les postes de transformation et le poste de livraison) sont positionnés hors sol et sont conçus, implantés et entretenus de façon à ne pas provoquer d'incendie.

Les câbles haute-tension situés entre les transformateurs et le poste de livraison circulent dans des caniveaux adaptés ou enfouis en dehors de l'emprise des casiers de stockage de déchets.

Les chemins de câbles sont identifiés et signalés sur l'ensemble de leur parcours. Chaque chemin est jointif avec le câble de masse, supprimant les risques d'occurrence de différence de potentiel par la mise à la terre des deux pôles.

Article 20 bis-6 : Zonage ATEX

Les installations photovoltaïques et annexes sont implantées à plus de trois mètres des zones identifiées ATEX.

Article 20 bis-7 : Tassements

Les structures porteuses des modules photovoltaïques doivent s'adapter aux éventuelles modifications de topographie (tassement différentiel des déchets).

Les installations photovoltaïques sur leurs supports doivent permettre un rechargement aisé de la couverture dans les zones qui présenteraient des affaissements différentiels ayant un impact sur le ruissellement des eaux superficielles.

Un contrôle des tassements sur l'ensemble du dôme et des pentes, permettant l'écoulement des eaux météoriques est réalisé dès la mise en place de l'installation photovoltaïque par l'exploitant. Un nouveau contrôle est ensuite réalisé au bout de deux ans puis un autre trois ans après. Après cette période de 5 ans, le contrôle est réalisé tous les 5 ans jusqu'à la fin de la période de suivi post exploitation. Sur demande de l'exploitant, la périodicité peut ensuite être adaptée en fonction du retour d'expérience formalisé dans un dossier transmis pour avis à l'inspection des installations classées.

Article 20 bis-8 : Ravinements

Toutes dispositions sont prises pour que la mise en place de l'installation photovoltaïque ne génère aucune dégradation du sol pouvant notamment être causée par le ruissellement des eaux pluviales.

Toutes mesures doivent être prises pour prévenir les ravinelements, en particulier le maintien d'un espacement entre les panneaux et une couverture végétale au sol.

En cas de désordre constaté, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées un ensemble de mesures destinées d'une part à traiter la zone dégradée et d'autre part à empêcher de nouvelles dégradations.

La mise en place des panneaux conduit à une étanchéification réduite de surface et modifie le régime d'écoulement des eaux de ruissellement. Toutes mesures doivent être prises pour prévenir les ravinelements. Les travaux et aménagements réalisés dans ce cadre ne doivent pas remettre en cause la stabilité des digues de l'installation de stockage de déchets non dangereux. En cas de recreusement des fossés de collecte des eaux pluviales, ceux-ci sont étanchés par des matériaux naturels (argile) ou préfabriqués (béton).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant le dimensionnement des ouvrages et le respect des dispositions qui précèdent.

Un contrôle visuel annuel du ravinement sur l'ensemble du dôme et des pentes est réalisé tous les ans pendant cinq ans à minima par l'exploitant de l'installation photovoltaïque. Sur demande de l'exploitant, la périodicité peut ensuite être adaptée en fonction du retour d'expérience formalisé dans un dossier transmis pour avis à l'inspection des installations classées.

Article 20 bis-9 : Dispositions applicables en phase travaux

Au cours des travaux de mise en place ou de retrait des panneaux photovoltaïques et des équipements associés, les dispositions suivantes sont respectées :

- une piste lourde déjà existante permet de desservir le site sur son axe central. Les engins lourds utilisent cette piste pour distribuer le matériel sur l'ensemble du site. Ensuite, des engins plus légers sont utilisés pour acheminer le matériel sur le lieu du montage. Les engins de levage (type grue fixe ou mobile) nécessaire à la mise en place des postes de transformation ne circulent que sur les voiries adaptées (pistes lourdes). Les pistes lourdes même provisoires, sont réalisées avec des matériaux granulaires d'une épaisseur de 20 cm à adapter en fonction des conditions météorologiques au moment des travaux et de l'état des matériaux constituant la couverture. Un géotextile anti-poinçonnement doit être placé entre la piste de circulation et la couverture,
- les travaux et les aménagements réalisés dans ce cadre ne doivent pas porter atteinte à la couverture finale du massif de déchets,
- tout incident lors du chantier affectant l'intégrité de l'ISDND ou de ses aménagements ou tout déversement accidentel de liquides polluants, toute odeur anormale notamment de biogaz doit être immédiatement déclaré par l'exploitant à l'inspection des installations classées,
- un balisage des réseaux enterrés ou superficiels et des ouvrages à protéger (réseau de biogaz, puits de collecte des lixiviats et du biogaz, réseaux électriques...) est assuré pendant toutes les périodes des travaux,
- l'exploitant s'assure que les travaux ne conduisent pas à la formation d'ornières sur la couverture des casiers,
- des mesures de biogaz doivent être réalisées en cas d'odeur suspecte. Un détecteur est disponible sur site pendant toute la durée du chantier,
- lors du démantèlement, les mêmes précautions qu'en phase d'installation sont adoptées par rapport aux équipements et aménagements des casiers réaménagés. Tous les équipements liés au projet photovoltaïque sont retirés du site (panneaux, onduleurs, shelters, câbles). Les zones découvertes sont nivelées et la remise en état respecte les dispositions des arrêtés préfectoraux,
- toutes les mesures doivent être prises pour prévenir les ravinements, le maintien de la couverture végétale et les risques d'explosion en cas d'émission de gaz.

Article 20 bis-10 : Relevés topographiques

Préalablement aux travaux, un relevé topographique précis actualisé de l'ensemble du site (dôme, talus, bassins, canalisations, exutoires, puits de biogaz, pompage des lixiviats...) et une visite de site sont réalisés afin de s'assurer de l'absence de zones de stagnation, notamment d'eaux pluviales. Si de telles zones sont identifiées, les travaux de remodelage adéquat sont réalisés afin de supprimer toute zone de flash avant le démarrage des travaux.

Un relevé topographique est réalisé une fois que les travaux d'aménagement sont réalisés et transmis à l'inspection des installations classées. Les résultats de ce relevé topographique sont transmis dans le mois qui suit à l'inspection des installations classées.

Article 20 bis-11 : Sécurité du site

La mise en place de la centrale photovoltaïque ne doit pas gêner l'accès aux installations en cas d'intervention des services d'incendie et de secours et les cheminements doivent être clairement signalés.

Il convient de garantir que les installations sont en tout temps accessibles aux engins de secours et de lutte contre l'incendie, notamment par la possibilité d'ouverture des accès principaux au moyen de clés spéciales pompiers.

Une voie périphérique d'au moins 4 m de large est implantée entre la clôture de l'installation et les unités de production ou à l'extérieur de la clôture, elle devra permettre le passage d'engins de lutte contre l'incendie (force portante 16 tonnes).

Une voie répondant aux mêmes caractéristiques devra permettre d'accéder aux différents locaux techniques présents (locaux onduleurs, transformateurs et livraison).

Des aires de croisement (3X10m) sont positionnées judicieusement à raison d'au moins 2 aires pour 100 mètres linéaires.

Un rayon intérieur de 11 m dans les virages est respecté, afin que les engins de secours ne viennent pas heurter les modules.

Une bande d'isolement de 3 m de large permet de scinder la partie nord du site en deux îlots afin de ne pas avoir de tables de plus de 200 m de long.

Des reculs de 50 m vis-à-vis des boisements au nord, à l'est et au sud du site sont mis en place. Un retrait de 10 m des premières lignes de modules vis-à-vis des haies est mis en place.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Dans cet objectif, un système de coupure d'urgence est mis en place,

positionné auprès de la chaîne photovoltaïque. Il est asservi à la détection incendie et/ou piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension de la centrale.

La réserve incendie actuelle de l'installation de stockage de déchets non dangereux qui comporte une plateforme, un tuyau d'aspiration muni d'une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur afin de permettre aux services d'incendie et de secours de se raccorder, peut être utilisée en cas d'incendie sur la centrale solaire.

Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé :

- à l'extérieur du site à l'accès des secours,
- aux accès des locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque,
- sur les câbles tous les 5 mètres.

Les onduleurs sont positionnés au plus près des panneaux photovoltaïques.

Article 20 bis-12 : Entretien

L'entretien et le nettoyage des équipements de la centrale photovoltaïque est assuré aussi souvent que nécessaire, aucun produit détergent n'est utilisé.

Article 20 bis-13 : Intrusion

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'accès au site reste inchangé et se fait via un portail d'accès cadenassé.

Article 20 bis-14 : Maintenance et intervention

L'installation est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet. Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

Des consignes spécifiques doivent être établies pour toute intervention sur les panneaux photovoltaïques en cas de :

- disconnexion du réseau EDF : gestion de la production électrique du site qui ne peut plus être transférée sur le réseau EDF,
- perte de liaison entre les cellules photovoltaïques et les boîtes de jonction (ou le local technique), les cellules photovoltaïques continuant de produire de l'électricité en présence de soleil,
- déclenchement de tout autre mode dégradé.

Article 3

Le présent arrêté sera :

— notifié à la société SETRAD par lettre recommandée avec accusé de réception,

- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher,
 - publié sur le site Internet des services de l'État de Loir-et-Cher pendant au moins 2 mois.
- Une copie en sera adressée :
- au maire de Saint-Laurent-Nouan,
 - au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Saint-Laurent-Nouan et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **29 DEC 2021**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Faustin GADEN

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature ; - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr